



Centre Hospitalier Paul Martinais
1 rue du Docteur Paul Martinais
37600 LOCHES
Tél : 02 47 91 33 33

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot n° 2 – Maintenance préventive et corrective des onduleurs centraux sur les sites du CH Rives de l'Indre et Puygibault

**Maintenance préventive et corrective, et prestations
diverses relatives aux onduleurs pour le GHT Touraine Val de Loire**

Période : 01/01/2026 au 31/12/2026

Reconductible 3 fois 12 mois

Le présent document comprend 9 pages

SOMMAIRE

1. Généralité	3
2. Normalisation	3
3. Prévention, sécurité	4
4. Obligation d'assistance, d'information et de conseil	4
5. Qualité des pièces	4
6. Eléments et équipements soumis à contrôles périodiques	5
7. Contrôle	5
8. Bilan annuel	5
9. Affermissement de l'inventaire	5
10. Obligations du Centre Hospitalier	6
11. Obligations du titulaire	6
12. Prise en charge des installations	6
13. Avarie ou dommages	7
14. Études	7
15. Journal de bord	7
16. Localisation	7
17. Définition de la prestation	8
17.1. Maintenance préventive	8
17.1.1. Planification et durée et des interventions	8
17.2. Maintenance corrective	9
17.3. Contrôles réglementaires	9
17.4. Cas d'une avarie majeure	9
18. inventaire	10

1. Généralité

Le présent Cahier des Charges Techniques Particuliers porte sur la maintenance des équipements des onduleurs centraux pour l'établissement hospitalier de Loches.

Le présent chapitre s'applique au lot n°2.

La prestation attendue consiste à assurer les maintenances préventives et correctives, des équipements listés en annexe 1.

La maintenance aura pour but de maintenir dans le temps les performances des équipements au niveau le plus proche de celui de ses performances initiales.

L'inventaire est fourni à titre indicatif.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations quant aux installations pour ne pas accomplir tout ou partie de sa mission.

2. Normalisation

Chaque soumissionnaire sera supposé connaître l'ensemble du projet, et vérifiera les éléments mis à sa disposition au moment de l'établissement de sa proposition.

Le titulaire devra intégrer les contraintes liées à la réalisation de ses prestations en milieu hospitalier, et dans des bâtiments en activité.

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des systèmes de gestion techniques des bâtiments et de la nature des équipements et des matériels dont il assure la maintenance.

Le personnel du titulaire doit connaître et être formé à l'utilisation des systèmes en place au sein du centre hospitalier.

Le titulaire devra pouvoir assurer les différents niveaux de maintenance de **la norme NFC 60X000**.

La norme définit 5 niveaux de maintenance, en fonction de la technicité de l'intervention, des moyens mis en oeuvre et de la qualification des agents.

La norme **NF EN 13306** sera utilisée pour la définition de la terminologie de maintenance.

La norme **C 18510** qui propose des mesures de prévention en vue d'assurer la sécurité des personnes contre les dangers d'origine électrique lors d'opérations sur les ouvrages et installations ou dans un environnement électrique.

Les prestations seront réalisées dans l'esprit et les objectifs de disponibilité matérielle cités dans la **circulaire DHOS/E4 n°2006-393 du 8 septembre 2006** relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé.

Plus généralement, l'ensemble des travaux et fournitures devra satisfaire aux différentes normes, textes et règles en vigueur, ainsi qu'aux préconisations constructeurs.

3. Prévention, sécurité

Le matériel à maintenir sera mis à disposition du titulaire qui sera responsable de la consignation des installations.

Une attestation de consignation sera rédigée et remise au chargé de travaux à son arrivée dans les locaux faisant l'objet de l'intervention.

Le matériel sera repris en compte par les agents du Centre Hospitalier en fin d'opération de maintenance.

Le titulaire, responsable de ses agents, veillera à ce qu'aucun de ses techniciens ne travaille isolément dans un local ou il ne pourrait être secouru dans les délais les plus brefs.

Un plan de prévention sera établi après visite d'inspection commune préalable aux interventions.

Le coût de cette prestation sera valorisé dans le bordereau de prix.

4. Obligation d'assistance, d'information et de conseil

A l'appui de son offre, les candidats signaleront au Centre Hospitalier les anomalies d'installation, d'entretien ou de conduite qu'ils auraient pu constater lors de son étude sur les installations objet de la présente consultation.

Le titulaire devra signaler par écrit, les incidents constatés, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du Centre Hospitalier et les travaux nécessaires à leur prévention.

En cas de force majeure, le titulaire est autorisé à prendre des mesures nécessaires d'urgence.

Il doit en aviser le Centre Hospitalier dans les plus courts délais.

De manière générale, le titulaire devra assurer une assistance technique auprès du Centre Hospitalier en matière de conception et de réalisation de travaux, de modification ou d'extension des installations.

Le titulaire aura également une mission de conseil auprès du Centre Hospitalier, notamment dans le cadre de propositions d'amélioration technique ou réglementaire pour une meilleure efficacité des matériels et installations.

Un dossier structuré et documenté sera fourni à l'appui de la proposition.

5. Qualité des pièces

Les matériels mis en oeuvre dans le cadre de la maintenance ou de travaux modificatifs **seront exclusivement des pièces neuves avec garantie d'origine constructeur.**

Les pièces remplacées feront l'objet **d'une garantie d'une durée d'un (1) an en pièces et main d'oeuvre à compter de la date de réception des travaux.**

6. Eléments et équipements soumis à contrôles périodiques

Le titulaire aura à leur charge la préparation et présentation des éléments soumis à contrôles périodiques par les organismes agréés.

Il délèguera un de leurs agents auprès de l'organisme pendant toute la durée de la visite et devra remettre les installations en état de fonctionnement le plus rapidement possible.

Les vérifications et contrôles réglementaires effectués par les organismes agréés seront réalisés aux frais du Centre Hospitalier.

7. Contrôle

Le titulaire tiendra à jour un registre de traçabilité des essais et interventions sur chaque équipement ou ensemble fonctionnel.
Ce document sera propriété du Centre Hospitalier.

Le Centre Hospitalier peut, à tout moment, procéder à toutes les vérifications utiles et faire contrôler les installations par un organisme technique habilité sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

À chaque fois qu'il y aura contestation entre le Centre Hospitalier et le titulaire sur les résultats et performances obtenus par les appareils, le titulaire devra installer des appareils de mesures enregistreurs adaptés et transmettre l'enregistrement au Centre Hospitalier.

8. Bilan annuel

Une réunion annuelle sera programmée, à l'initiative du titulaire, en présence du responsable du suivi de maintenance désigné par le titulaire et le Centre Hospitalier.

Au cours de cette réunion, ils seront évoqués les différents sujets et questions relatifs aux opérations écoulées afin d'apprécier les éventuels problèmes techniques.
Le titulaire y présentera l'ensemble des documents contractuels dus au titre du contrat, et pourra remettre au Centre Hospitalier un bordereau chiffré des éléments à remplacer ou à moderniser.

En complément de ce bilan annuel, le titulaire organisera 2 réunions semestrielles qui auront pour objet d'analyser les points suivants :

- Les gammes réalisées par rapport au planning prévisionnel
- Les actions correctives
- Les interventions d'astreinte
- Les devis et travaux en cours ou réalisés

9. Affermissement de l'inventaire

Le détail des éléments à intégrer dans l'inventaire sera précisé au début du contrat de maintenance lors d'une réunion entre le prestataire et le Centre Hospitalier.

Lors du bilan annuel, le titulaire devra fournir un inventaire complet et exhaustif du parc dont ils ont la maintenance.

Cet affermissement d'inventaire est intégré dans la redevance annuelle forfaitaire.

10. Obligations du Centre Hospitalier

Le Centre Hospitalier :

- garantit au titulaire le libre accès à tous les éléments constitutifs des installations et des équipements connexes faisant l'objet des présents marchés,
- s'engage à prendre à sa charge les modifications ou adjonctions qu'imposerait l'évolution de la réglementation postérieurement à la date de prise en charge des installations par le titulaire.

11. Obligations du titulaire

Le titulaire reconnaît être informé de la constitution des bâtiments, de la consistance des installations, et des dossiers techniques.

Le titulaire s'est assuré que les installations leur permettent de remplir leurs obligations contractuelles et accepte de les prendre en charge en l'état.

En conséquence, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations pour ne pas accomplir tout ou partie de sa mission.

Le titulaire mobilisera les personnes compétentes ainsi que les moyens techniques nécessaires pour satisfaire à ces échelons de maintenance.

Le titulaire devra présenter :

- un personnel disposant des qualités professionnelles et des qualifications adaptées aux niveaux de complexité de maintenance demandée, faute de quoi, le Centre Hospitalier pourra exiger son remplacement.
- l'encadrement nécessaire pour assurer l'ensemble des opérations de maintenance.
- Les techniciens devront avoir à disposition l'outillage, les appareils de mesures adaptés ainsi que les accessoires préconisés par le constructeur.

Le titulaire s'engage à informer le Centre Hospitalier sur les évolutions réglementaires

Le titulaire s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en parfait état de fonctionnement, de propreté, d'entretien et prêtes à affronter, sans incident prévisible, une nouvelle année de service.

Le titulaire ne peut pas prétexter du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas remplir ses obligations contractuelles.

12. Prise en charge des installations

Dans le mois qui suit la prise en charge des installations par le titulaire, un procès-verbal de prise en charge est établi.

Les consignes particulières permettant d'assurer la bonne conduite et l'entretien des installations seront annexées au procès-verbal.

En cas de transformation des installations, un nouveau procès-verbal est établi dans le mois qui suit les transformations.

13. Avarie ou dommages

En cas de constatation d'un dommage, le titulaire déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes les mesures conservatoires qui s'imposent afin de garantir à son obligation de résultat, et informe le pouvoir adjudicateur sans délai.

14. Études

Dans le but d'évaluer des travaux à réaliser dans le cadre d'investissements le Centre Hospitalier se réserve la possibilité de demander la réalisation d'études chiffrées au titulaire.

Celles-ci porteront sur :

- le renouvellement de matériels dans le cadre de l'amélioration du patrimoine,
- des aspects réglementaires ou toute autre modification qui permettrait des économies significatives en matière d'énergie et d'exploitation.

Ces documents seront présentés en dehors de la page de prix contractuelle.

15. Journal de bord

Le titulaire assurera la tenue d'un journal de bord qui sera tenue à disposition du Centre Hospitalier de manière permanente.

16. Localisation

Les matériels et installations à prendre en charge au titre de ce marché sont situés à l'adresse indiquée ci-dessous :

Centre Hospitalier Paul Martinais — Site Rives de l'Indre
1, rue du Docteur Martinais
37600 LOCHES

Centre Hospitalier Paul Martinais — Site Puygibault
10 rue Geneviève Chaumeny
37600 LOCHES

17. Définition de la prestation

Nota :

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que les interventions se situent dans un contexte hospitalier et qu'en conséquence, la moralité, la présentation des personnes doivent être irréprochable, leur discrétion doit être exigée.

De même, pour des motifs autres que professionnels, le Centre Hospitalier Paul Martinais se réserve, à tout moment, le droit de demander au titulaire, le remplacement du personnel chargé des interventions.

La prestation de maintenance sera exécutée en tenant compte des impératifs de continuité de service et d'horaires induits par l'activité des sites.

La prestation attendue consiste à assurer les maintenances préventives et correctives des équipements listés dans l'inventaire à l'article 18.

Le titulaire a une obligation de résultat.

Toute personne intervenant dans les locaux électriques devra être titulaire de titre d'habilitation conforme à la norme C 18510.

La fourniture des matières consommables destinées à l'entretien courant (huile), et la fourniture des petits matériels (filtres) sont comprises dans le prix du contrat.

17.1. Maintenance préventive

Les prestations incombant au titulaire ont pour but d'effectuer la maintenance préventive comprenant :

- les opérations de contrôles,
- le remplacement selon les délais et procédures préconisés par les constructeurs.

Les opérations de maintenances préventives doivent respecter les consignes et les procédures d'entretien fixées par le constructeur.

La durée de vie préconisée par le fabricant pour les différents équipements devra être respectée.

Chaque équipement fera l'objet d'une gamme de maintenance qui respectera les préconisations du fabricant.

La gamme de maintenance pourra évoluer sur la durée du marché, mais toutes les évolutions devront être validées par le référent technique du Centre Hospitalier Paul Martinais.

17.1.1. Planification et durée et des interventions

Les dates et heures des interventions de maintenances seront planifiées avec le référent technique.

La durée des interventions sera réduite autant que possible afin de ne pas affecter les activités des sites.

À l'issue de chaque intervention de maintenance préventive, le titulaire sera tenu de remettre un rapport d'intervention au référent technique par courrier électronique.

17.2. Maintenance corrective

En cas de panne, le titulaire devra impérativement proposer une solution afin de garantir et d'assurer la continuité d'alimentation électrique ainsi que la sécurité électrique.

La maintenance corrective sera réalisée sur sollicitation du référent technique.

Un accès au service Hot-line 24H/24 et 7j/7

L'intervention de maintenance corrective sur site pourra être réalisée :

- de jour comme de nuit
- en semaine ou en week-end
- pendant les jours fériés

Le délai de remise en ordre de marche devra être indiqué par le candidat dans son offre, et être aussi réduit que possible. DELAI EXIGE 8H maximum

À l'issue de chaque intervention de maintenance corrective, le titulaire sera tenu de remettre un rapport d'intervention au référent technique par courrier électronique.

17.3. Contrôles réglementaires

Le titulaire doit assurer l'accompagnement des visites réglementaires, audits ou contrôles divers diligentés par le pouvoir adjudicateur.

(Prévoir une durée d'accompagnement du bureau de contrôle d'environ 2 heures).

17.4. Cas d'une avarie majeure

Dans le cas d'une avarie majeure, le soumissionnaire organisera la mise en place d'un (ou de plusieurs) groupe(s) électrogène(s) mobile(s) et de tous les moyens possibles pour rétablir un fonctionnement normal.

Si le fonctionnement normal n'est pas envisageable, le titulaire devra mettre en place un mode de fonctionnement dégradé permettant